

Il le prouvera en trouvant les formes d'expression pacifiques de ce refus et de ce rejet définitifs. Et s'il doit le faire, ce ne sera pas pour se venger d'un occupant étranger ou tout casser pour faire baisser les prix des produits de première nécessité mais pour mettre de l'ordre dans la maison, pour construire enfin la maison, l'«Etat démocratique et social» pour lequel sont morts en vain des centaines de milliers d'Algériens et d'Algériennes entre 1945 et 1962 et qu'il a été interdit à leurs enfants de construire, l'indépen-

chose dans cette optique. Les deux résultent d'une initiative convenue, supposent une synergie permanente et la convergence des efforts de chacun vers un objectif commun : résultats bénéficiaires, réinvestissement, innovation, compétitivité, croissance...

La Constitution d'un pays et les statuts d'une entreprise définissent les droits et les devoirs des actionnaires (le peuple), désignent les organes de direction (présidence, gouvernement), précisent les attributions de chaque partie et prévoient des organes de

vant les intérêts des détenteurs du pouvoir : au ciel il y a un Dieu unique, et sur terre idem, qu'il s'appelle aguellid, calife, cheikh, roi, émir, zaïm, raïs ou... Djouha avec, à quelques prérogatives près, les mêmes attributions et les mêmes pouvoirs. Une fois la dévolution du pouvoir faite, c'est pour de bon, jusqu'à la mort du chef auquel est due une obéissance inconditionnelle et qui sera supplanté soit par son héritier soit par celui qui l'aura renversé ou assassiné. C'est sur ce canevas mental et culturel que s'est construit le despotisme dans les pays arabo-amazigho-musulmans et qu'il se maintient.

Les idées de «contrat social», de «statuts sociaux», de «pacte d'actionnaires», de «souveraineté populaire», de «droit constituant du peuple», d'élections, de démocratie, de justice indépendante pour juger le cas échéant les actes des dirigeants n'existent pas dans notre inconscient, dans notre culture, dans notre passé, dans notre histoire. S'approche-t-il le jour où cette idée figurera dans nos projets d'avenir comme une nécessité, une priorité ?

Pour se libérer de cette conception d'essence théocratique, il faut changer l'actuelle Constitution, l'enseignement en vigueur, le discours politique, le mode de pensée populaire, le «film», la vision du monde de l'islam car dans ce domaine, plus que dans tout autre, religion et politique sont étroitement imbriquées, inextricablement associées. J'ai écrit il y a quelques années «Changer peuple et pouvoir» qui est en librairie.

1996) mais aucune n'a émané de la volonté du peuple, de sa consultation sincère ou d'une Assemblée le représentant. Toutes ont été conçues dans le secret, et les passages de l'une à l'autre ainsi que les amendements auxquels elles ont été soumises étaient motivés par des luttes occultes pour le pouvoir et non pour instaurer la souveraineté populaire, les libertés fondamentales, le fonctionnement démocratique et transparent des institutions ou le contrôle de l'utilisation des ressources publiques.

La confusion volontaire entre deux notions capitales, le «pouvoir constituant» appartenant au peuple et l'«initiative de la révision de la Constitution» dévolue au président de la République, a rendu possible et facile ce détournement, cette confiscation du droit souverain du peuple qu'il n'a pas exercé une seule minute depuis la proclamation de l'indépendance. Le jour approche où il devra le recouvrer...

Il faut se préparer au jour du changement, du tournant historique car il approche, l'œuvre de la biologie aidant. On ne sait pas avec certitude s'il sera un jour de malheur ou de bonheur, forcément suivi par des décennies du même cru. Tout dépendra des idées qui y présideront : si elles sont de nature régressive comme, entre 1989 et 1991, nous irons rejoindre la Somalie, l'Afghanistan, le Yémen ou la Syrie ; si elles sont de nature réaliste, rationnelle et progressiste, nous ferons comme nos frères tunisiens.

Il faut se préparer au jour du changement, du tournant historique car il approche, l'œuvre de la biologie aidant. On ne sait pas avec certitude s'il sera un jour de malheur ou de bonheur, forcément suivi par des décennies du même cru. Tout dépendra des idées qui y présideront : si elles sont de nature régressive comme, entre 1989 et 1991, nous irons rejoindre la Somalie, l'Afghanistan, le Yémen ou la Syrie ; si elles sont de nature réaliste, rationnelle et progressiste, nous ferons comme nos frères tunisiens.

dance venue, par des aventuriers infiltrés dans les bases arrière de la Révolution. Pendant tout le temps où l'Algérie ployait sous l'humiliation du colonialisme français, il n'existait pas de chants patriotiques comme le célèbre et émouvant *Min djibalina tala'â çaout-l-ahrar...* Les montagnes algériennes étaient là depuis des millions d'années et les Amazighs vivaient accrochés à leurs flancs depuis des millénaires mais ils n'étaient pas des «hommes libres» (sens du mot amazighs, «ahrar» en arabe). Ils eurent souvent à vivre sous l'infamie et le moment n'était pas encore venu de les réveiller de leur résignation pour les précipiter dans les sacrifices du 8 mai 1945 et du 1^{er} novembre 1954 afin qu'ils recouvrent liberté et dignité.

Le jour approche-t-il où, du sein de ce peuple, jaillira un nouveau 11 décembre 1961 ? Où on entendra un nouveau chant patriotique s'élever dans les airs, «min çoudourina tala'â çaout al-ahrar...» pour libérer l'Algérie du satanisme, de l'incompétence et de la mafia politico-financière qui l'ont prise dans leurs serres. A la base de chaque événement majeur de l'histoire des peuples du monde, à l'origine de chaque révolution sociale, culturelle, politique, scientifique, économique ou technologique on trouve un rêve, une vision du monde nouvelle, une aspiration collective nouvelle...

Une Constitution est pour un peuple ce que des statuts sont pour une entreprise. Entreprise économique et société humaine sont une seule et même

contrôle (Parlement, Conseil constitutionnel, Cour des comptes...).

Le PDG d'une entreprise ou le président de la République, une fois désigné, ne doit pas pouvoir exciper de son mandat ou de ses attributions pour se substituer aux actionnaires, changer dans le sens de ses intérêts les attributions des autres organes de gestion et de contrôle afin de rester à son poste jusqu'à sa mort ou disposer des biens sociaux comme de sa fortune personnelle. Or, c'est ce qui s'est passé avec nos gestionnaires politiques et économiques depuis le premier jour de l'indépendance, et continue de se passer dans le silence et la complicité de tous, ou presque.

Rien qu'en assimilant ces idées élémentaires et universelles, les Algériens enclencheront le processus de changement de leur situation psychologique, politique, sociale et historique. Or, nous ne connaissons pas ces idées, nous n'en entendons parler que chez les autres, Américains ou Européens en particulier. Ce que nous savons de l'organisation politique d'une collectivité, c'est qu'elle doit être dirigée par 1 chef («sinon le bateau coulera», comme dit l'adage) censé servir d'abord Dieu, puis les gens et le pays, s'il est «bon». S'il est «mauvais», il ira en enfer où Dieu s'occupera de son cas.

Telle est la philosophie politique sommaire, archaïque et anachronique transmise par la tradition en pays arabo-amazigho-musulmans. Elle repose sur des siècles de contes, de légendes et de prêches religieux ser-

Aujourd'hui, c'est d'un triptyque qu'il faut parler, à trois réformes qu'il faut s'attaquer : celle du pouvoir, celle du peuple et celle de l'islam en impulsant une pensée algérienne convergeant avec le sens du monde. Nous y reviendrons. L'Algérie a disposé de quatre Constitutions depuis la reconquête de sa souveraineté (1963, 1976, 1989 et

Dans ce cas, nous écrivons une nouvelle Constitution pour un nouvel avenir, un avenir en rupture définitive avec les siècles de «colonisabilité» qui ont rendu possibles notre colonisation par divers occupants et l'encanaillement qui a placé à notre tête des ignorants et des voleurs.

N. B.